



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI

AOÛT 2020

RAPPORT MENSUEL

LA VIE DES PRISONNIÈRES
POLITIQUES EN DANGER
DANS LES PRISONS IRANIENNES

La vie des prisonnières politiques en danger dans les prisons iraniennes

La Résistance iranienne demande une action urgente pour sauver la vie des prisonnières et des prisonniers politiques en Iran, et l'envoi d'une mission d'enquête internationale pour en inspecter les prisons et rencontrer les prisonniers politiques, en particulier les femmes.

Le mois d'août a vu le régime iranien augmenter la pression et les menaces sur les prisonniers politiques, y compris les femmes. Une déferlante de lourdes peines s'est abattue sur les manifestants anti-gouvernementaux arrêtés et les manifestantes contre le voile obligatoire. Le pouvoir judiciaire a également largement convoqué et arrêté des militantes civiles et même des travailleuses caritatives.

En condamnant à mort et à de lourdes peines de prison les manifestants en Iran et en essayant de se venger de leurs familles et de leurs proches, le régime clérical cherche à terroriser le peuple iranien et à repousser l'éruption des manifestations.

A cette fin, la dictature cléricale a tenté de faire assassiner des prisonnières politiques par des criminelles dangereuses tout en les privant de soins médicaux. De cette manière, elle pense se soustraire à la responsabilité de leur exécution. C'est pourquoi, la vie des prisonnières politiques est en danger.

En outre, le régime clérical poursuit ses exécutions, notamment deux femmes ont été pendues à Machad, la deuxième ville d'Iran. Ces femmes exécutées avaient passé de longues années en prison et dans le couloir de la mort.

Exécutions de deux femmes à la prison centrale de Machad

Une femme de 32 ans, du nom de [Mehri](#), a été pendue à l'aube du 2 août 2020 à la prison centrale de Machad, après avoir passé six ans dans le couloir de la mort.

Deux semaines plus tard, [Fereshteh Heydari Ebrahimpour](#), qui avait purgé 11 ans dans le couloir de la mort, a été pendue dans cette prison le 18 août.

Ces deux exécutions ont porté à 107 le nombre de femmes exécutées sous le mandat du président des mollahs, Hassan Rohani.

La vie des prisonnières politiques en danger à la prison de Qarchak

Au cours du mois d'août, plusieurs informations ont révélé les complots du régime clérical pour [assassiner les prisonnières politiques](#) détenues à la prison pour femmes de Qarchak en banlieue de Téhéran.

Zahra Safa'i et sa fille, Parastou Mo'ini, ainsi qu'une autre prisonnière politique, Forough Taghipour, ont été la cible de dangereuses criminelles engagées par le ministère du renseignement et le directeur de la prison de Qarchak. Les détenues engagées sont censées provoquer des bagarres pour assassiner ces prisonnières.



Des informations fiables du 31 août 2020 indiquent que Mehdi Mohammadi, le directeur de la prison de Qarchak, et son adjointe, une femme du nom de Mirza'i, ont engagé de dangereuses criminelles de droit commun pour inciter à la bagarre et attaquer les prisonnières politiques [Zahra Safa'i, Parastou Mo'ini et Forough Taghipour](#), afin de les brutaliser et les tuer pendant la bagarre.

Les deux détenues qui ont attaqué Mme Safa'i sont des délinquantes accusées de vol et de trafic de drogue. Il s'agit de Zeinab Ghanbarnejad, 44 ans, de Téhéran, et de Narguesse Amir-Ali, 42 ans, de Téhéran aussi. Elles ont été envoyées dans la salle où ces prisonnières politiques sont détenues le 26 août 2020.

Le lendemain, elles ont attaqué Zahra Safa'i et l'ont frappée à la tête et au visage, et ne se sont arrêtées que lorsque d'autres prisonnières se sont interposées et les ont arrêtées.

Zahra Safa'i s'est plainte auprès des autorités carcérales de Qarchak, en disant : « Nous n'avons aucune sécurité ici. Nous ne nous sentons pas en sécurité la nuit dans la cellule et ni même quand nous voulons nous rendre aux toilettes. ».

Zahra Safa'i a été menacée de mort le 3 juin 2020 par plusieurs détenues engagées par le ministère du Renseignement.

Faire tuer des prisonniers politiques, hommes et femmes, par de dangereux criminels est une méthode connue du régime clérical. La vie des prisonnières politiques Zahra Safa'i, Parastou Mo'ini et Forough Taghipour est en danger.

Pressions intolérables sur les prisonnières politiques à la prison d'Evine

La vie des prisonnières politiques est également en danger à la prison d'Evine.

La prisonnière politique Fatemeh Mosanna a perdu connaissance le 19 août, dans le quartier des femmes d'Evine. Elle a été transférée à l'hôpital Taleghani de Téhéran, où elle [a été menottée au lit](#), mains et pieds, pendant tout son séjour. Elle n'a pas pu recevoir la visite à ses proches pendant son séjour à l'hôpital.

Fatemeh Mosanna est soupçonnée d'avoir [contracté le coronavirus](#). Elle a été ramenée à la prison d'Evine le 26 août 2020, sur ordre d'Amin Vaziri, l'assistant spécial du procureur pour les prisonniers politiques, malgré le désaccord de son médecin. Il s'est opposé à son retour parce que les résultats de ses tests n'étaient pas encore prêts et que son traitement était incomplet.

Mme Mosanna est actuellement détenue dans la cellule de quarantaine malgré son état de santé critique. Elle souffre de problèmes gastro-intestinaux, notamment de diarrhées et de vomissements, et ne peut rien manger.

Fatemeh Mosanna est condamnée à 15 ans de prison parce qu'elle a organisé une cérémonie funèbre à la mémoire de son beau-père décédé, qui était membre de l'opposition OMPI/MEK.

L'avocate des droits humains [Nasrin Sotoudeh](#) a entamé une grève de la faim illimitée le 11 août 2020 à la prison d'Evine. Elle est en mauvaise santé et a perdu 7 kilos. Sa grève de la faim est une protestation contre le refus des autorités de répondre aux demandes des prisonniers politiques, notamment leur demande de permission de sortie pendant la pandémie.



Le 17 août, des agents des services de renseignement ont fait irruption au domicile de Nasrin Sotoudeh et ont arrêté sa fille, Mehraveh Khandan. Elle a été détenue pendant plusieurs heures au tribunal des services de renseignements d'Evine. En réaction à cette mesure inhumaine, Nasrin Sotoudeh a annoncé qu'elle ne rencontrerait plus sa famille pour éviter qu'elle ne soit harcelée par les autorités de la prison.



Nahid Fat'halian, enseignante à la retraite, est toujours dans un statut indéterminé à la prison d'Evine, quatre mois après son arrestation le 14 avril 2020. Elle était une enseignante militante qui a activement aidé les victimes des inondations en leur apportant des colis d'aides d'urgence au printemps 2019.

Fabriquer de nouvelles affaires pour prolonger les peines de prison

Les prisonnières politiques résistantes Maryam Akbari Monfared et Atena Daemi ont été ciblées par les services de renseignement des pasdarans qui ont monté de nouvelles plaintes contre elles.

Leur tribunal s'est réuni le 31 août. L'accusation portée contre les deux prisonnières politiques est de "perturber l'ordre dans la prison" en scandant des slogans contre le régime.



Maryam Akbari Monfared est condamnée à 15 ans de prison pour avoir contacté ses frères et sœurs qui sont membres de l'opposition OMPI/MEK. Elle a purgé 11 ans de sa peine sans avoir obtenu un seul jour de permission de sortie.

Atena Daemi, une militante des droits de l'enfant, était sur le point d'achever sa peine, lorsqu'elle a été condamnée à 3 ans et 7 mois supplémentaires après une nouvelle affaire montée de toutes pièces contre elle. Il s'agit de la troisième affaire portée contre elle avec la complicité du ministère du Renseignement (VEVAK) et du Corps des gardiens de la révolution (pasdarans).

Le pouvoir judiciaire du régime fabrique des mises en examen contre les prisonniers politiques résistants de manière systématique pour prolonger leur peine de prison et augmenter la pression.

Autres prisonnières politiques

La prisonnière politique [Massoumeh Senobari](#) a été condamnée à un an pour « propagande contre l'État », à cinq ans pour « appartenance aux Moudjahidines du peuple » et à deux ans pour « insulte à Khamenei », soit un total de huit ans de prison.

Mme Senobari est née en 1988. Elle a un enfant et vit à Tabriz, capitale de la province de l'Azerbaïdjan oriental, au nord-ouest de l'Iran. Elle est actuellement détenue dans le quartier des femmes de la prison de Tabriz.

Après deux mois de privation de contact extérieur, la prisonnière politique kurde Zeinab Jalalian a finalement pu contacter les membres de sa famille par téléphone. Elle a informé sa famille qu'elle avait été placée à l'isolement à la prison de Kerman.

Elle a été infectée par le coronavirus pendant sa détention à la prison de Qarchak. Elle se trouve dans un état de santé critique en raison de son asthme. Mme Jalalian a entamé une grève de la faim pour protester contre son transfert soudain à la prison de Qarchak puis à Kerman, alors qu'elle souffre de diverses maladies.



La manifestante iranienne Fatemeh Davand a été incarcérée à la prison centrale d'Oroumieh le 6 août 2020 pour commencer à purger sa peine de prison. Elle a été condamnée pour avoir participé aux manifestations dans la ville de Boukan, dans le Kurdistan iranien, durant le soulèvement national de novembre 2019.

Elle doit purger à cinq ans et cinq mois de prison et recevoir 30 coups de fouet pour avoir protesté contre le triplement du prix de l'essence.

De lourdes peines pour les militantes civiles et les manifestantes contre le voile obligatoire

Le régime clérical a également essayé d'exercer une pression supplémentaire sur les militantes civiles et les opposantes au voile obligatoire en leur infligeant de lourdes peines de prison, des amendes en espèces et en les privant de toute activité politique et civile.

Voici quelques exemples qui repris par les médias en août :

Nom de la prisonnière	Raison de l'arrestation	Condamnation	Date et lieu du verdict
Shahin (Afsaneh) Khakpour	Protestation contre le voile obligatoire	18 ans de prison	3 août 2020 ; Tribunal révolutionnaire de Kerman
Baran Behzad	Militante civile	8 ans de prison	Le verdict a été rendu en août, mais elle est détenue à la prison centrale d'Oroumieh depuis trois ans
Shahnaz Sadeghifar	Membre d'un groupe kurde	15 ans de prison	Aout 2020 - En grève de la faim depuis le 13 aout 2020
Aynaz Zare'e, 17 ans	Fille de Shahnaz Sadeghifar	Statut indéterminé	Aout 2020 - En grève de la faim depuis le 13 aout 2020
Hajar Saïdi	Militante des droits des femmes	5 ans de prison avec quatre ans de sursis	12 août 2020 ; Tribunal révolutionnaire de Sanandaj
Zahra Jamali	Protestation contre le voile obligatoire	9 mois de prison, plus 2 millions de tomans d'amende en espèces, et 548 heures de cours sur l'observation de la chasteté et du voile	10 août 2020 ; tribunal de Kangavar ; elle a été transférée à la prison de Diezelabad de Kermanschah pour y purger sa peine.
Yasamin Hanifeh	A participé à des cérémonie à Pasargades commémorant Cyrus le Grand	Un an de prison et 2 ans de privation d'activités politiques, plus 4 mois de travail forcé dans une maison de repos	Août 2020 ; tribunal révolutionnaire de Téhéran

Poursuite des arrestations arbitraires et infection des prisonnières par le covid-19

Le régime clérical a continué à arrêter des militantes civiles et des défenseurs des droits humains en août. Le nombre croissant d'arrestations arbitraires a lieu malgré la propagation du coronavirus dans toutes les prisons.

Le 31 juillet 2020, Amnesty International a publié des documents révélant la correspondance entre l'Organisation nationale des prisons et les autorités du ministère de la santé. Selon ces documents, le régime clérical n'avait pas envoyé de matériel médical dans les prisons du pays pour les aider à freiner et à contenir la maladie.

La prisonnière politique et militante des droits de l'homme Nargesse Mohammadi a également annoncé qu'elle avait contracté le virus avec 11 de ses co-détenues à la prison centrale de Zanjan.

Voici les noms des personnes arrêtées au cours du mois d'août :

Prénom et nom de la détenue	Ville /Province	Date de l'arrestation	Lieu et raison de la détention
Maryam Khoshandam	Kurdistan	Mi-juillet 2020	Prison d'Evine ; pour purger sa peine
Roghieh Hassanzadeh	Téhéran	Mi-juillet 2020	Prison d'Evine ; pour purger sa peine
Fariba Fereydouni	Khomein, Province d'Alborz	23 juillet 2020	Prison d'Evine; incertaine
Somayeh Namadmal	Boukan, Kurdistan iranien	25 juillet 2020	Prison centrale d'Oroumieh
Saba Azarpake, journaliste	Téhéran		Pour avoir critiqué la conduite du centre nationale de lutte contre le coronavirus
Yalda Emamdoust, sportive, marathonnienne	Ispahan	Détenue depuis le 31 mai 2020, mais la nouvelle a été publiée en août	Prison de Dolatabad à Ispahan ; propagande contre l'Etat
Mehraban Keshavarzi – comédienne de théâtre et militante étudiante	Téhéran	19 août 2020	Elle a été arrêtée au parquet d'Evine où elle s'était adressée pour le suivi de son dossier
Zahra Rahimi, directrice générale de l'ONG caritative Imam Ali	Téhéran	15 août 2020	Elle a été arrêtée après sa comparution devant le tribunal ; le motif de l'arrestation n'est pas précisé
Kowsar Karimi, journaliste (detention provisoire)	Khouzistan	28 août 2020	Détenue plusieurs heures et libérée temporairement sous caution pour un reportage sur la destruction du village d'Abolfazl par la fondation Mostazafan
Touran Haml Zehi	Sistan-Baloutchistan	18 août 2020	Convoquée par les services de renseignement des pasdarans ; la raison de son arrestation est incertaine.

Représailles contre les familles des manifestants et de prisonniers politiques

En condamnant à mort et à de lourdes peines de prison des jeunes, le régime des mollahs a infligé des souffrances sans fin à leurs mères et à leurs familles. Dans certains cas, cependant, le régime lance des représailles contre des mères, des épouses et des familles des prisonniers politiques.

[Faranguisse Mazloumi](#) a passé du temps en isolement et sous la torture pour avoir défendu son fils, le prisonnier politique Soheil Arabi.

Le 25 août 2020, le tribunal révolutionnaire de Téhéran l'a condamnée à six ans de prison. Son prochain procès aura lieu le 28 septembre 2020.

Le pouvoir judiciaire des mollahs a convoqué [la veuve du manifestant iranien exécuté](#) Mostafa Salehi, lui ordonnant de payer 425 millions de tomans pour indemniser la mort d'un milicien des pasdarans, ce que le régime appelle le « prix du sang ».

Selon ce jugement misogyne et inhumain, si la veuve du manifestant iranien exécuté, aujourd'hui parent isolé, ne paie pas cette lourde indemnisation, sa maison et seul abri de ses deux enfants orphelins – la petite Nazanine, 4 ans, et Amir Hossein, 6 ans - sera confisquée. Le régime confisquera également le jardin appartenant à la famille.

Mme Afkari (Bahieh Namjou), mère de trois jeunes manifestants iraniens, s'est exprimée publiquement pour sauver la vie de ses fils, après que la justice iranienne leur ait infligé des peines injustes pour avoir participé à des manifestations publiques en 2018 à Kazeroun et Chiraz.

Deux de ses fils, Navid et Vahid, ont été arrêtés en août 2018, et après un certain temps, son mari et son gendre aussi ont été appréhendés. Trois mois plus tard, son troisième fils, Habib, a également été arrêté.

Navid Afkari, 27 ans, est champion de lutte. Il a été condamné à une double exécution, à 6,4 ans de prison et à 74 coups de fouet.

Son frère, Vahid Afkari, 35 ans, a été condamné à 54,5 ans de prison et 74 coups de fouet.

Habib Afkari, 29 ans, a été condamné à 27 ans et trois mois de prison et à 74 coups de fouet.

Les trois frères sont en prison depuis 2018 et ont été sauvagement torturés.

[Fateme Vakili](#), la mère du prisonnier politique Majid Assadi, a déclaré dans une interview le 30 juillet que le pouvoir judiciaire leur avait envoyé une lettre les informant que Majid serait libéré le 20 juillet après avoir purgé 3,5 ans de sa peine. « Mais le ministère du Renseignement lui a ouvert un nouveau dossier fabriqué de toutes pièces » et il a été transféré de la prison de Gohardasht à Karadj, au quartier 209 de la prison d'Evine à Téhéran. Mme Vakili a exhorté toutes les autorités et organisations internationales à prendre des mesures urgentes pour obtenir la libération immédiate et inconditionnelle de son fils.

Sharareh Sadeghi a protesté contre la condamnation à mort de son mari, le prisonnier politique kurde Heydar Ghorbani. Sharareh Sadeghi a publié un clip vidéo sur Internet, exhortant la population iranienne et les organisations et défenseurs internationaux des droits humains à agir pour sauver la vie de son mari.



Appel à sauver la vie des prisonnières politiques

La Résistance iranienne exhorte le Conseil de sécurité des Nations unies, le Secrétaire général, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et l'Union européenne à prendre des mesures urgentes pour sauver la vie des prisonniers politiques en Iran.

Dans ces circonstances, il est impératif d'envoyer une mission d'enquête internationale pour inspecter les prisons du régime iranien et rencontrer les prisonniers politiques, en particulier les femmes.

Le silence et l'inaction face à la torture et aux crimes contre l'humanité commis par le régime des mollahs équivaut à piétiner les valeurs mêmes pour lesquelles des dizaines de millions de personnes ont sacrifié leur vie.